

LIBERTE DE LA PRESSE : L'ANNEE 2007 EN CHIFFRES

- Mauvaise année pour la presse française :
au moins dix-sept reporters arrêtés, dont deux toujours détenus
- 86 journalistes tués dans le monde, une hausse de 244 %
en cinq ans
- Plus de 880 journalistes arrêtés en un an
- Plus de 2600 sites Internet et blogs fermés

Reporters sans frontières
47, rue Vivienne – 75002 Paris (France)
Tel : (33) 1 44 83 84 84 - Fax : (33) 1 45 23 11 51
rsf@rsf.org - www.rsf.org

2 janvier 2008

Les chiffres essentiels

En 2007 :

86 journalistes tués
20 collaborateurs des médias tués
887 journalistes interpellés
67 enlevés
1511 agressés ou menacés
528 médias censurés

Et concernant Internet :

37 blogueurs interpellés
21 agressés
2676 sites fermés ou suspendus

A titre de comparaison, en 2006 :

- 85 journalistes tués
- 32 collaborateurs des médias tués
- 871 journalistes interpellés
- 56 enlevés
- 1 472 agressés ou menacés
- 912 médias censurés

Répartition géographique	Tués	Interpellés	Agressés-Menacés	Médias censurés	Enlevés
Afrique	12	162	145	61	1
Amériques	7	86	626	91	11
Asie	17	430	562	273	23
Europe et ex-URSS	2	77	83	60	3
Maghreb et Moyen-Orient	48	132	95	43	29
Total 2007	86	887	1511	528	67

Mauvaise année pour la presse française

En 2007, au moins quinze journalistes français ont été arrêtés dans le monde. Deux sont toujours détenus au Niger.

La fin de l'année a été particulièrement difficile. Le 25 octobre, trois journalistes ont été arrêtés au Tchad alors qu'ils effectuaient un reportage sur l'association L'Arche de Zoé. Marc Garmirian, de l'agence *Capa*, Jean-Daniel Guillou, de l'agence *Synchro X*, et Marie-Agnès Peleran, de *France 3*, ont été détenus pendant une dizaine de jours avant d'être libérés et évacués vers la France. Quelques jours après le démarrage de cette affaire, une équipe de *BFM TV*, qui s'était rendue sur place, a été interpellée quelques heures.

En toute fin d'année, cinq journalistes français ont été arrêtés en moins de dix jours. Le 16 décembre, Gwenlaouen Le Gouil, cameraman indépendant, était kidnappé dans la région du Puntland, en Somalie, alors qu'il tournait un reportage sur l'émigration clandestine. Ses ravisseurs, une bande armée qui réclamait une rançon de 70 000 dollars, ont fini par le relâcher le 24 décembre.

Le 17 décembre, Pierre Creisson et Thomas Dandois, journalistes de l'agence *Camicas Productions*, ont été arrêtés au Niger. Ils étaient en train de terminer un reportage, pour *Arte*, sur la rébellion touareg du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ) dans le nord du pays. Quatre jours plus tard, ils ont été inculpés "d'atteinte à la sûreté de l'Etat". Ils sont toujours détenus et encourrent la peine de mort. Un autre journaliste français, François Bergeron, a été détenu pendant plus d'un mois au Niger, à l'automne 2007, pour les mêmes raisons.

Et le 24 décembre, dans l'après-midi, c'est une équipe d'une société de production travaillant pour *France 24* qui a été arrêtée au Sri Lanka. Il leur était reproché d'avoir pris illégalement des images d'un barrage routier, près d'un centre de détention. Ils ont été libérés deux jours plus tard.

Au cours de l'année 2007, des correspondants permanents et des envoyés spéciaux français ont été empêchés de travailler dans plusieurs pays, notamment en Chine et en Birmanie. Au Viêt-nam, une journaliste française a été détenue pendant plusieurs jours après avoir couvert une réunion d'un parti d'opposition interdit. En Iran, une journaliste franco-iranienne est retenue contre son gré dans le pays. Les autorités ne veulent pas lui rendre son passeport. Elle avait recueilli les témoignages de familles d'intellectuels assassinés à la fin des années 90.

A la frontière turco-irakienne, une équipe de l'agence *Capa* et un journaliste du *Monde* ont été interpellés quelques heures alors qu'ils souhaitaient passer au Kurdistan irakien pour filmer des images des affrontements entre l'armée turque et les militants de la rébellion du PKK. En Afghanistan, Claire Billet, de l'agence *Hamsa Press*, a été brièvement interpellée, puis "blacklistée" à la demande de l'armée américaine.

Les employés étrangers des médias français n'ont pas été mieux lotis. Jaime Razuri, photographe péruvien de l'Agence *France-Presse (AFP)*, a été retenu en otage pendant une semaine à Gaza, avant d'être libéré sain et sauf. Le correspondant de *Radio France Internationale (RFI)* en Guinée-Bissau, Allen Yero Embaló, a dû fuir son pays en milieu d'année, sous la menace. Il avait enquêté sur le narcotrafic et les complicités au sein de l'appareil d'Etat. Le correspondant local du *Figaro* en Algérie, Arezki Aït-Larbi, a été interpellé à l'aéroport d'Alger, en avril, alors qu'il s'apprêtait à se rendre en France. Les autorités ont invoqué une affaire de diffamation datant de... 1997.

Enfin, le correspondant de *RFI* au Niger, Moussa Kaka, également correspondant de Reporters sans frontières, est emprisonné depuis le 20 septembre. Il est accusé de "complicité de complot contre l'autorité de l'Etat" pour avoir eu des "contacts réguliers" avec la rébellion touareg.

Par ailleurs, des dizaines de journalistes français ont essuyé des refus de visas pour se rendre à l'étranger, notamment en Algérie, en Birmanie et en Chine. Et des journaux français ont été interdits de distribution en Egypte, au Liban, en Tunisie et en Turquie.

Le nombre de journalistes tués a augmenté de 244 % en cinq ans

Au moins 86 journalistes ont été tués dans le monde en 2007. Depuis 2002, ce nombre est en augmentation constante. En cinq ans, il est passé de 25 à 86, correspondant à une hausse de 244 %. Il faut remonter à 1994 pour trouver un chiffre plus élevé. Cette année-là, 103 journalistes avaient trouvé la mort dont près de la moitié pendant le génocide au Rwanda, près d'une vingtaine en Algérie, victimes de la guerre civile, et une dizaine en ex-Yougoslavie.

Plus de la moitié des journalistes tués en 2007 l'ont été en Irak.

La réaction de Reporters sans frontières :

"Aucun pays n'a jamais connu un aussi grand nombre de journalistes tués que l'Irak. Depuis l'invasion américaine, en mars 2003, au moins 207 professionnels des médias y ont été tués. Ni la guerre du Viêt-nam, ni le conflit dans l'ex-Yougoslavie, ni même les massacres en Algérie ou le génocide rwandais n'avaient fait autant de victimes parmi les professionnels de la presse."

"Il faut absolument que les autorités irakiennes et américaines - qui elles-mêmes se sont rendus coupables de violences graves envers des journalistes - prennent des mesures pour tenter de juguler cette violence. Les journalistes irakiens ne sont pas victimes de balles perdues, ils sont délibérément pris pour cibles par des groupes armés. Le gouvernement irakien ne peut pas mettre fin soudainement à la violence qui sévit dans le pays. Mais il peut, en revanche, adresser un signal fort aux assassins en faisant tout son possible pour les rechercher et les traduire en justice."

"La Somalie et le Pakistan n'avaient pas compté autant de journalistes tués depuis plusieurs années. La Somalie continue de ressembler à un far-west où triomphe la seule loi du plus fort. Les médias y sont des cibles faciles. Au Pakistan, les journalistes sont pris entre les feux croisés de l'armée, des groupes islamistes et des organisations criminelles. Seule bonne nouvelle cette année, il n'y a pas eu de journalistes assassinés en raison de leur travail en Colombie. C'est la première fois depuis quinze ans."

Tous les journalistes tués en **Irak** (47 victimes), à l'exception d'un reporter russe, étaient de nationalité irakienne. La plupart travaillaient pour des médias irakiens et ont été victimes d'assassinats ciblés. Le mobile est souvent difficile à établir avec précision, mais il est, chaque fois, lié au travail des victimes ou à la nature du média qui les emploie. Les groupes armés visent les journalistes des médias proches d'un courant religieux différent du leur et ceux qui collaborent avec les organes de presse étrangers ou financés par des fonds étrangers.

Pour ne rien arranger, les autorités font preuve d'un immobilisme inquiétant. Le gouvernement irakien n'a, pour le moment, trouvé aucune réponse efficace à cette violence. L'une des rares propositions

faites par les dirigeants du pays a été de permettre aux journalistes de s'armer à leur tour, pour pouvoir se défendre en cas d'attaque...

En **Somalie** (8 tués), une vague d'attentats inédite a ponctué l'une des années les plus meurtrières depuis dix ans, au cours de laquelle des insurgés islamistes ont harcelé les troupes du gouvernement de transition et de son allié éthiopien. Dans ce contexte, alors que la presse étrangère évite généralement de se rendre dans l'un des pays les plus dangereux du monde, les journalistes somaliens, en première ligne, ont été les victimes de la violence et de l'anarchie.

La moitié des huit journalistes tués en 2007 ont été victimes d'assassinats ciblés, perpétrés par des tueurs à gages. Trois d'entre eux étaient des personnalités importantes du monde des médias, dont le cofondateur de *Radio HornAfrik*, un célèbre chroniqueur et le directeur du groupe de presse *Shabelle Media*. Depuis ces assassinats, la plupart des responsables de médias indépendants ont quitté le pays par crainte d'être les prochains sur la liste. Les journalistes de Mogadiscio craignent que leur ville ne devienne un "petit Bagdad".



Au **Pakistan** (6 tués), les attentats-suicides et les violents combats entre l'armée et les islamistes expliquent en partie l'augmentation du nombre de journalistes tués en 2007. Muhammad Arif, de la chaîne *Ary One World*, est l'une des 133 victimes de l'attentat-suicide qui a visé l'opposante Benazir Bhutto, en octobre, à Karachi. En avril, un kamikaze qui voulait assassiner un ministre a tué 28 personnes dont Mehboob Khan, un jeune photographe free-lance.

En juin, c'est Noor Hakim, du quotidien en ourdou *Pakistan* et vice-président de l'Union des journalistes des zones tribales (TUJ), qui a été tué dans un attentat commis dans la zone tribale de Bajaur (Nord-Ouest). Javed Khan, cameraman de *DM Digital TV*, a été tué alors qu'il couvrait, en juillet, l'assaut sur la Mosquée rouge, à Islamabad, par les forces de sécurité.

Au **Sri Lanka** (3 tués), l'intensification des combats entre les forces de sécurité et les Tigres tamouls s'est accompagnée d'une sale guerre menée par les militaires et les paramilitaires contre les journalistes tamouls, notamment à Jaffna. En 2007 encore, le quotidien *Uthayan* a été particulièrement visé : un jeune journaliste a été assassiné et un secrétaire de rédaction a été kidnappé. Deux autres reporters ont été tués dans des zones contrôlées par le gouvernement.

En **Erythrée** (2 victimes), pays placé en dernière position du classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières, un journaliste est mort en prison. Fessehaye Yohannes,

dit "Joshua", l'une des plus grandes figures de la vie intellectuelle du pays, est mort en début d'année 2007, vraisemblablement en raison de conditions de détention extrêmement éprouvantes. Quelques mois plus tard, un autre journaliste, Paulos Kidane, est mort d'épuisement à quelques kilomètres de la frontière avec le Soudan, alors qu'il tentait de fuir son pays. Il n'avait pas supporté d'avoir été incarcéré et torturé l'année précédente.

Moins de collaborateurs de médias ("fixeurs", chauffeurs, traducteurs, techniciens, agents de sécurité, etc.) ont été tués en 2007 que l'année précédente (20 en 2007, contre 32 en 2006).

A la différence d'autres organisations, Reporters sans frontières ne prend en compte que les professionnels des médias dont elle est certaine que leur mort est liée à leur devoir d'informer. Plusieurs cas n'ont pas été comptabilisés, soit parce qu'ils sont encore en investigation, soit parce qu'ils ne relèvent pas du domaine de la liberté de la presse (mort accidentelle ou motivée par d'autres raisons que la profession de la victime).

Deux procès essentiels en 2008

Environ 90 % des assassinats de journalistes restent totalement ou partiellement impunis. Souvent, les gouvernements des pays dans lesquels des journalistes ont été tués parient sur le temps et l'oubli pour protéger les assassins de toute sanction. Reporters sans frontières lutte contre cette impunité en continuant de se mobiliser, année après année, sur des affaires passées.

En 2007, l'organisation a ainsi dénoncé, neuf ans après les faits, le comportement scandaleux des autorités du Burkina Faso qui ont rendu un non-lieu dans l'enquête sur l'assassinat du journaliste Norbert Zongo alors qu'il existait des éléments accablants contre des éléments de la garde présidentielle. Elle a également condamné fermement les blocages dans l'enquête sur l'assassinat, en décembre 2004, de son correspondant Deyda Hydara, en Gambie. Là encore, la piste la plus sérieuse mène dans les couloirs du palais présidentiel.

Reporters sans frontières a également demandé l'élargissement du mandat du futur tribunal international pour le Liban à tous les assassinats commis dans le pays depuis 2004, dont ceux des journalistes Gébrane Tuéni et Samir Kassir, tués en 2005.

La réaction de Reporters sans frontières :

"La lutte contre l'impunité des assassins de journalistes est primordiale. Deux procès qui vont se tenir en 2008 sont essentiels. Celui des assassins de Hrant Dink, en Turquie, et celui des assassins d'Anna Politkovskaïa, en Russie. Ces deux crimes, commis aux portes de l'Europe, doivent être résolus de manière exemplaire. Les auteurs matériels comme les commanditaires doivent être sévèrement punis. De l'issue de ces deux procès dépend, en partie, l'avenir des journalistes, non seulement turcs et russes, mais également de tous ceux qui mènent des enquêtes sensibles dans des pays dangereux."

Hrant Dink, directeur du magazine turco-arménien *Agos*, a été tué le 19 janvier 2007 dans une rue d'Istanbul. Vraisemblablement visé par des militants ultranationalistes turcs, le procès de ses assassins présumés, qui doit reprendre le 11 février 2008, devra établir toutes les responsabilités dans cette affaire et faire la lumière sur des complicités éventuelles au sein des forces de l'ordre.

Le procès des assassins d'Anna Politkovskaïa est attendu avec impatience. En pleine année électorale - le scrutin présidentiel est prévu le 2 mars - la Russie doit mettre fin à la longue série

d'assassinats de journalistes restés impunis. Dix-huit journalistes ont été tués depuis l'élection de Vladimir Poutine à la présidence, en mars 2000. Anna Politkovskaïa est la dernière en date. Un seul de ces assassinats a été élucidé et ses responsables traduits en justice.

Plus de deux journalistes arrêtés chaque jour en 2007

Au 1^{er} janvier 2008, 135 journalistes étaient emprisonnés dans le monde. Ce chiffre ne varie guère depuis quelques années. Les journalistes libérés sont aussitôt remplacés par de nouveaux détenus. Au total, 887 journalistes ont été privés de leur liberté au cours de l'année 2007. C'est au Pakistan que Reporters sans frontières a recensé le plus grand nombre de cas d'interpellations de journalistes : 195. Viennent ensuite Cuba, avec 55 arrestations et l'Iran, avec 54.

La réaction de Reporters sans frontières :

"Une trentaine de gouvernements dans le monde continuent de faire jeter en prison les journalistes qui les dérangent. Pour ces dirigeants d'un autre temps, l'emprisonnement reste la seule réponse aux critiques formulées par les hommes et les femmes de presse. Nous demandons la libération immédiate des 135 journalistes emprisonnés dans le monde."

"A la menace des emprisonnements, il faut désormais ajouter celle des kidnappings. Le nombre de prises d'otages de journalistes a augmenté en 2007. En Irak et en Afghanistan, le kidnapping est devenu une pratique courante et plusieurs journalistes ont été exécutés par leurs ravisseurs. Les gouvernements doivent lutter contre ce phénomène en traduisant en justice les responsables de ces enlèvements."

La Chine (33 journalistes emprisonnés) et Cuba (24) sont, depuis quatre ans maintenant, les deux plus grandes prisons du monde pour les professionnels de la presse. Les gouvernements de Pékin et de La Havane libèrent les journalistes au compte-gouttes, à la fin de leur peine. Et d'autres les remplacent aussitôt.

En Azerbaïdjan, sept nouveaux journalistes ont été arrêtés en 2007, portant à huit le nombre total de détenus. Cette situation, nouvelle dans le pays, reflète une vraie dégradation de la situation de la liberté de la presse et un durcissement des autorités envers les journalistes les plus critiques.

Aux 135 journalistes emprisonnés, il faut ajouter **65 cyberdissidents détenus** pour s'être exprimés sur la Toile. La Chine conserve son leadership dans cette course à la répression avec 50 cyberdissidents derrière les barreaux. Huit autres sont en prison au Viêt-nam. En Egypte, le jeune internaute Kareem Amer a été condamné à quatre ans de réclusion pour avoir critiqué le chef de l'Etat sur son blog et dénoncé la mainmise des islamistes sur les universités du pays.

L'emprisonnement n'est pas le seul moyen de priver un journaliste de sa liberté. En 2007, au moins **67 professionnels des médias ont été kidnappés** dans quinze pays. La zone la plus risquée reste l'Irak, où 25 journalistes ont été enlevés depuis le début de l'année 2007. Dix otages ont été exécutés par leurs ravisseurs. En Afghanistan, les deux collaborateurs du journaliste italien Daniele Mastrogiacomo, enlevés en mars 2007, ont été tués par leurs ravisseurs. Au Pakistan, cinq journalistes ont été kidnappés, dont certains par les forces de sécurité elles-mêmes, avant d'être relâchés sains et saufs.

Au moins **14 journalistes sont actuellement retenus en otages**, tous en Irak.

Plus de 2600 sites et blogs censurés

Des gouvernements comme la Chine, la Birmanie ou la Syrie tentent de faire du Web un Intranet, un réseau limité aux seuls échanges à l'intérieur du pays, entre les personnes dûment autorisées. Au moins 2676 sites Internet ont été fermés ou suspendus dans le monde en 2007. La majorité de ces sites étaient des forums de discussion.

La censure la plus forte a eu lieu avant et pendant le 17e Congrès du Parti communiste chinois. Quelque 2500 sites, blogs et forums ont été interdits en quelques semaines. La Syrie s'est également illustrée en bloquant plus d'une centaine de sites et de services Internet en fin d'année 2007. Le réseau social Facebook, le service d'e-mail Hotmail ainsi que le logiciel de téléphonie Skype, sont inaccessibles. Tous trois sont accusés par le gouvernement de Damas d'avoir été infiltrés par les services secrets israéliens.

En octobre 2007, pendant les manifestations des moines birmans, la junte militaire de Rangoon a tenté de tarir le flot d'informations qui sortaient du pays via Internet, en coupant purement et simplement l'accès à la Toile. Des sites critiques envers le régime, la censure s'est étendue à tous les moyens de communication : caméras, appareils photo, téléphones portables, etc.

La réaction de Reporters sans frontières :

"Dans certains pays, Internet est désormais autant censuré que la presse traditionnelle. La Chine est le plus grand censeur du Web sur la planète. La cyberpolice fait preuve d'un zèle inquiétant avant chaque événement politique d'ampleur. En 2007, c'est au cours des mois qui ont précédé l'ouverture du Congrès du Parti communiste chinois que les censeurs ont été les plus actifs. Environ 2500 sites et blogs, dont un grand nombre étaient de nature politique, ont été rendus inaccessibles."